



#### Contexte

Le chapitre 5 du Rapport mondial sur le secteur public 2018 se concentre sur la manière dont les institutions publiques et l'administration au niveau national utilisent des approches intégrées pour l'élaboration des politiques publiques et la prestation de services publics pour répondre aux besoins des migrants et des réfugiés.

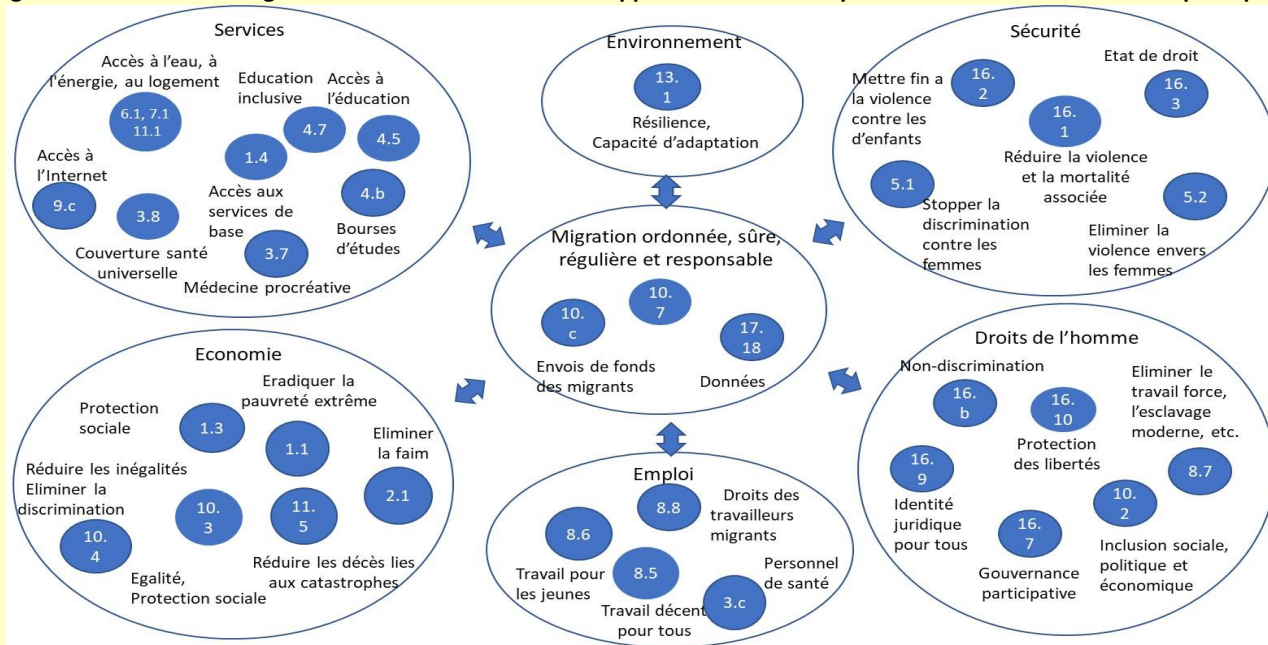
On estime que le nombre de migrants internationaux dans le monde a atteint 258 millions en 2017, contre 173 millions en 2000. Le stock de migrants internationaux comprend environ 22,5 millions de réfugiés et environ 2,8 millions de demandeurs d'asile. Quatorze des 17 pays qui ont présenté des évaluations nationales volontaires des progrès réalisés sur les ODD lors du forum politique de haut niveau sur le développement durable des Nations Unies en 2016 ou 2017 ont fait référence aux migrations ou aux réfugiés dans leurs déclarations. Ces résultats indiquent l'importance générale et croissante des migrations et des réfugiés dans les programmes politiques nationaux.

Les migrations peuvent être vues à partir d'une multiplicité de perspectives. Un examen de la littérature sur le

développement montre que les liens entre la migration et le développement durable peuvent être classés en six grandes catégories : sécurité, droits de l'homme, accès aux services de base, emploi, perspectives économiques et sociales, et perspectives environnementales. La politique joue un rôle important dans les arbitrages entre ces différentes perspectives et intérêts associés, et donc sur les types de politiques élaborées pour répondre aux besoins des migrants.

L'intégration entre secteurs et entre niveaux de gouvernement est particulièrement pertinente pour les migrations, étant donné que les politiques migratoires sont décidées au niveau national, alors que la prestation de services aux migrants s'opère en grande partie au niveau local. Le fait que le statut juridique des migrants ait un impact critique sur leur capacité à générer des moyens de subsistance et à accéder à divers services justifie également des approches intégrées, notamment entre les politiques relatives au contrôle des frontières et d'autres politiques sectorielles (par exemple en matière d'emploi). Pour que les institutions publiques et l'administration publique puissent traiter ces liens de manière adéquate, des approches multidisciplinaires et multidimensionnelles sont nécessaires.

Figure 5.1 : Liens entre migrations internationales et développement durable du point de vue de l'administration publique



Source: Elaboration des auteurs.

#### Arrangements institutionnels en relation avec les migrations

Le rapport examine les institutions et les politiques nationales en relation avec les migrations internationales dans un échantillon de 29 pays représentant différents contextes régionaux, économiques, sociaux et politiques, en mettant l'accent sur les politiques du travail, de l'éducation et de la santé applicables aux migrants.

De nombreux pays incluent la migration ou l'asile dans leurs constitutions. Sur les 29 pays considérés, 16 mentionnent la migration ou les réfugiés dans leurs plans de développement nationaux ou leurs plans d'action et stratégies nationales de développement durable.

## **Intégration horizontale**

L'analyse des institutions nationales traitant des questions de migration montre une grande variété de contextes institutionnels. Une approche interinstitutionnelle domine au Brésil et aux Philippines, et dans une moindre mesure en Italie et au Mexique, avec des institutions individuelles en charge de la migration accompagnées de commissions consultatives interministérielles. L'Australie, le Canada, le Danemark, l'Égypte, la Grèce, le Maroc et le Royaume-Uni ont des ministères autonomes en charge des migrations. D'autres pays ont des unités distinctes chargées des migrations et des réfugiés au sein du ministère de l'Intérieur, du ministère de la Sécurité publique ou du ministère de la Justice. Dans d'autres pays, il est plus difficile d'identifier des institutions jouant un rôle de premier plan en matière de migration et de réfugiés. L'implication des ministères ou départements de la sécurité et de la gestion des frontières dans l'élaboration des politiques migratoires est substantielle dans tous les pays considérés.

Les données sont un facteur clé de l'intégration des politiques publiques en relation avec les migrations. La numérisation et les processus d'échange d'informations entre les administrations peuvent améliorer l'efficacité des processus administratifs. Cependant, un équilibre doit être trouvé entre l'amélioration de l'efficacité administrative et la sauvegarde des droits des migrants. La création de «pare-feux» appropriés entre diverses parties du système administratif et en termes d'échange de données est considérée comme importante par les experts.

### **Emploi, éducation et santé pour les migrants et les réfugiés**

L'accès des migrants et des réfugiés à l'emploi est souvent précaire. L'éventail des droits du travail accordés par les États aux migrants réguliers et irréguliers, aux réfugiés et aux demandeurs d'asile varie considérablement d'un pays à l'autre. De nombreux pays accordent l'accès à l'emploi aux réfugiés mais pas aux demandeurs d'asile. En outre, l'existence d'une base légale pour l'accès à l'emploi ne garantit pas sa mise en œuvre effective.

L'accès des migrants et des réfugiés à l'éducation est souvent limité. Sur les 29 pays examinés dans le rapport, seuls quelques-uns dispensent une éducation dans les langues locales à l'entrée dans le pays d'accueil. Le plus souvent, les réfugiés ont un accès légal à l'éducation publique, mais pas les demandeurs d'asile. Les migrants en situation irrégulière sont souvent exclus de l'éducation, à moins qu'ils ne soient mineurs.

Dans de nombreux pays, l'accès des migrants et des réfugiés aux soins de santé est également limité. La tendance dominante consiste à donner accès aux soins d'urgence pour les adultes et les enfants ; dans certains pays, les enfants peuvent également bénéficier de soins de santé primaires. La Thaïlande est une exception, car elle fournit l'accès à un large éventail de soins de santé à tous les migrants, y compris ceux en situation irrégulière, ainsi qu'aux réfugiés.

## **Intégration verticale**

Les gouvernements locaux, en particulier les villes, jouent un rôle croissant dans l'établissement de liens entre les questions de migration, les services publics et le développement durable. L'intégration de la migration dans l'élaboration des politiques de développement a suivi au moins trois schémas différents :

création de départements séparés au sein des municipalités, contrats entre niveaux local et national et activités de sensibilisation ad hoc. De nombreux pays ont suivi une combinaison de ces approches. Les réseaux de villes sont des acteurs de plus en plus importants, comme on l'observe dans d'autres domaines tels que le changement climatique.

Dans de nombreux pays, le niveau local a été à l'avant-garde de l'innovation en termes de réponse aux besoins des migrants et de création d'un environnement favorable qui renforce les impacts positifs des migrants pour les communautés migrantes et d'accueil. Dans le même temps, il existe un large éventail de variations en termes de la façon dont les gouvernements locaux abordent la migration, y compris dans un pays donné. En ce sens, une plus grande intégration entre les niveaux national et local peut ne pas toujours bénéficier aux migrants eux-mêmes. En favorisant l'innovation locale, la décentralisation peut être un facteur important pour l'intégration de la migration et du développement.

## **Engagement des acteurs non-gouvernementaux**

Dans de nombreux pays, la société civile joue un rôle actif dans la gouvernance des migrations nationales, de diverses manières et avec différentes capacités. À première vue, l'engagement des acteurs non gouvernementaux semble être plus fort dans les systèmes de gouvernance ouverts et transparents, en particulier si elle s'accompagne d'une décentralisation efficace et d'une gouvernance locale inclusive. L'engagement au niveau local tend également à augmenter lorsque les politiques et les institutions nationales en charge des migrations sont absentes ou inadéquates.

Les acteurs non gouvernementaux sont actifs dans la migration et le développement à de multiples niveaux. Leur rôle pourrait souvent bénéficier d'une plus grande intégration entre les différents acteurs sur le terrain, en particulier en ce qui concerne le secteur privé. Des études plus systématiques sur les enseignements tirés, les défis et les facteurs de succès en termes de modalités d'engagement des acteurs non-gouvernementaux dans ce domaine semblent nécessaires.

Le chapitre examine également les mécanismes de prestation de services publics pour les migrants et les réfugiés dans le domaine du logement. L'engagement avec les communautés locales et les migrants eux-mêmes apparaît comme un facteur clé dans ce domaine.

## **Pistes pour l'avenir**

Les questions relatives aux migrations et aux réfugiés resteront d'actualité dans les années à venir. L'intégration horizontale et verticale efficace des politiques publiques et l'engagement avec les acteurs non gouvernementaux sont tous pertinents pour les efforts déployés par les institutions publiques et l'administration publique pour y remédier. En fin de compte, le contexte particulier et les aspirations de chaque pays détermineront le degré auquel des réponses intégrées seront apportées aux questions des migrations et du développement durable.

## **Pour plus d'information**

Le Rapport mondial sur le secteur public peut être téléchargé à : <https://publicadministration.un.org/en/Research/World-Public-Sector-Reports>